

Après Hope 360, des nouvelles de Bafia

Hope 360, c'était le 19 octobre. Alors que les vidéos-souvenirs sur cette première journée sportivo-solidaire commencent à être diffusées, quelques nouvelles du projet qui avait été soutenu à Valence par le Défap. Les fonds récoltés à cette occasion ont permis d'acheter du matériel pour équiper l'hôpital de Bafia. Et pour améliorer la prise en charge et le suivi au quotidien des patients qui viennent se faire soigner dans l'établissement du Dr Célin Nzambé – essentiellement les futures mamans et les très jeunes enfants.



Remise de l'enveloppe contenant les dons pour l'hôpital de Bafia, novembre 2019 © Défap

Quelques photos de l'équipe médicale entourant une enveloppe, du matériel – et ces quelques mots de commentaire envoyés par le Dr Célin Nzambé : «Super. La table d'accouchement, le pèse-

bébé et la boîte d'accouchement. Nos patients verront une amélioration de leur prise en charge à l'aide de ce nouveau matériel. Merci à Dieu et à tous ceux qui ont contribué. Particulièrement Hope 360. Soyez bénis.» Ce sont les dernières nouvelles, et les premières manifestations concrètes des effets de l'opération Hope 360 dans le quotidien de l'hôpital de Bafia.

Bafia est une ville du Cameroun située à 120 km au nord de la capitale Yaoundé, dans le département du Mbam-et-Inoubou. Elle tire son nom de l'ethnie habitant la région, les Bafia, population bantoue d'Afrique centrale, établie sur la rive droite du Mbam. Elle dispose d'un hôpital de district et de centres de santé répartis dans les quartiers et villages avoisinants... mais pour une bonne partie de la population, les soins y sont pour ainsi dire inaccessibles. Car le Cameroun paye encore les conséquences de choix faits il y a plusieurs décennies en matière de santé publique, et qui se sont avérés

catastrophiques : notamment la fin de la gratuité des soins et leur financement direct par les patients. Une tendance qui a été la même dans de nombreux pays africains au cours des années 80, avec à chaque fois les mêmes effets désastreux pour le fonctionnement des hôpitaux et pour la santé publique. Aujourd'hui encore, les patients ne peuvent espérer être soignés dans la plupart des hôpitaux sans faire d'abord la preuve qu'ils pourront payer ; la conséquence étant que pour beaucoup, l'accès à des soins hospitaliers est tout simplement inenvisageable, même dans les cas les plus graves.

De petits gestes, de grands effets

C'est précisément ce manque que viennent combler des petites structures comme celle de l'hôpital de Bafia – une structure privée, appartenant à l'Église presbytérienne du Cameroun (EPC). Avec peu de moyens, un tel hôpital fait beaucoup pour la santé de la population. Les établissements de santé gérés par des Églises ont de fait un rôle crucial dans le pays. Mais le réseau d'hôpitaux de l'EPC a lui-même connu des difficultés, au point que l'hôpital de Bafia, à l'arrivée de Célin Nzambé, était tout simplement désaffecté. C'est grâce à son travail, soutenu par le Défap, qu'il peut désormais jouer pleinement son rôle auprès de la population de cette préfecture du centre du Cameroun. Le Défap a régulièrement des envoyé.es sur place, notamment des infirmières : actuellement, c'est le cas d'Amandine Drouaillet ; elle avait été précédée par Aurélie Chomel... Un réseau de soutien s'est constitué en France au sein de certaines paroisses de l'EPUdF, comme celles de Valence (Patricia Champelovier, présidente du conseil presbytéral de Saint-Péray au sein de l'Ensemble Valence-Deux-Rives, et qui est aussi infirmière, a notamment fait le voyage à Bafia pour soutenir le projet) ou de La Rochelle (dont un des paroissiens, le docteur Jean-Pierre Perrot, cardiologue, va régulièrement prêter main-forte à Célin Nzambé). Les conditions de travail étant difficiles, le matériel compté, les ressources limitées, y compris en termes de lits pour les

malades, toutes les bonnes volontés comptent. Jean-Marc Bolle, de la paroisse de Valence, avait ainsi accompagné Patricia Champelovier durant l'été 2018 pour faire des travaux de peinture dans des salles récemment construites et destinées à accueillir les patients.

Hope 360, rendez-vous sportivo-solidaire organisé le 19 octobre dernier à Valence, a permis au Défap de donner une plus grande visibilité à ce projet. Mais aussi de récolter des fonds. Ceux-ci ont été remis en main propre au Dr Célin Nzambé, qui a tenu à en témoigner aussitôt avec l'équipe médicale de l'hôpital de Bafia : «Première photo, la remise de la somme récoltée lors de Hope 360, qui a permis l'achat du matériel cité pour équiper la salle d'accouchement.» Une [cagnotte en ligne](#), mise en place à l'occasion de Hope 360, est encore ouverte jusqu'à la fin de l'année pour celles et ceux qui auraient à cœur d'aider l'hôpital.

De nombreuses autres occasions de s'engager ont également pu être présentées le 19 octobre lors de Hope 360, qui représentait la première édition d'un rendez-vous à la fois sportif, ludique et festif organisé autour d'une vingtaine de projets solidaires. Avec, aux côtés du Défap, des noms connus comme Medair, ADRA, Le Sel, La Gerbe, l'Ircom, Michée France, Fidesco... Un ensemble œcuménique qui proposait de soutenir des projets de santé, d'éducation, de protection de l'environnement – pour plus de justice, un meilleur partage des ressources, une vie plus digne... Hope 360 avait été monté par [Asah](#), collectif regroupant une trentaine d'acteurs chrétiens de la solidarité internationale. Une vidéo souvenir de cette journée est désormais disponible :

Et pour compléter, quelques images de cette journée vécue du côté de l'équipe et du stand du Défap : tout d'abord, ambiance musicale sur le stand avec Aurélie Chomel, envoyée à Bafia, qui était présente à Valence pour témoigner :

Et soutien en musique avec cette chorale venue tout droit de Bangui, en République centrafricaine, et constituée de paroissiens de l'EPCRC (Église protestante Christ-Roi de Centrafrique, partenaire du Défap) emmenés par Ludovic Fiomona

:

N'oubliez pas : la cagnotte en ligne est toujours ouverte !
Vous pouvez encore soutenir l'hôpital de Bafia...

Haïti par les livres

Par ses tensions et sa complexité, la situation haïtienne peut susciter le découragement. Or c'est précisément dans des périodes comme celle que connaît le pays actuellement que se fait le plus ressentir le besoin de partenariats solides ; précisément quand l'insécurité pousse bailleurs de fonds et organismes internationaux à se mettre en retrait... Les relations entre protestants de France et d'Haïti sont établies de longue date et la Plateforme Haïti, pilotée par le Défap sous l'égide de la Fédération Protestante de

France, en est une des illustrations les plus visibles. Alors, pour voir Haïti autrement, à travers sa créativité, sa pugnacité, sa soif de vie, toutes ces richesses que les troubles ne peuvent pas éteindre, rien de tel que de se plonger dans un grand bain de littérature haïtienne. Et pour cela, rendez-vous les 30 novembre et 1er décembre à la mairie du 15ème arrondissement de Paris, pour la 6ème édition du salon du livre haïtien. Avec comme invité d'honneur l'écrivain Dany Laferrière, personnalité emblématique de la littérature haïtienne, membre de l'Académie française.



Non, tout ne va pas mal en Haïti. Il n'y a pas que la situation sociale et politique chaotique, les catastrophes naturelles (séismes ou tempêtes), la pauvreté et les difficultés quotidiennes de toute la population. Il y a aussi une énergie et une créativité qui ne se démentent jamais, une volonté de vivre et d'exister, et beaucoup de choses à dire, à

nous dire... Cet article se veut un peu un contrepoint à celui, récemment publié sur le site du Défap, qui présentait les évolutions récentes de la situation sociale et politique en Haïti. Sans nier les grandes difficultés dans lesquelles est plongé Haïti aujourd'hui, et qui vont jusqu'à bloquer des projets en cours et retarder des rencontres entre partenaires, il vous incite à découvrir Haïti autrement... à travers les livres.

Et pour cela, rien de tel que de s'y plonger... en se rendant les samedi 30 novembre et dimanche 1er décembre à la mairie du 15ème arrondissement de Paris, pour participer au prochain salon du livre haïtien. Cette 6ème édition, organisée par l'association Haïti futur en partenariat avec les éditions Zellige et la librairie Le Divan, présentera un large choix d'ouvrages reflétant la vitalité de la création littéraire haïtienne et francophone des Amériques sous le thème : «Haïti, des Amériques à l'Afrique».

Rencontres, tables-rondes, dédicaces et vente d'artisanat haïtien

La programmation fera la part belle à des rencontres, des tables-rondes et des séances de dédicaces, prévues durant tout le week-end. Avec comme invité d'honneur l'écrivain Dany Laferrière, personnalité emblématique de la littérature haïtienne, membre de l'Académie française, où il est l'une des deux seules personnalités à avoir ainsi été distinguées sans avoir jamais eu la nationalité française (avec Julien Green). Et avec aussi l'écrivaine, dramaturge, essayiste et poétesse haïtienne Evelyne Trouillot, dont le premier roman Rosalie l'infâme vient d'être réédité par Le Temps des Cerises. Ou encore le journaliste Hérold Jean-François, directeur de la station Radio Ibo et auteur de plusieurs essais de sociologie politique particulièrement éclairants sur l'histoire récente d'Haïti. De nombreux autres auteurs viendront dédicacer leurs ouvrages : Pascal Adrien, Marc Alexandre Oho Bambi dit Capitaine Alexandre, Maggy Belin Biais, Mario Blaise, Yves

Chemla, Jorchemy Jean-Baptiste, Alain Liautaud...



Image de l'édition 2018 du salon du livre haïtien : séance de dédicaces de Gary Victor, invité d'honneur © DR

Rencontres et tables rondes seront animées par Eric Fottorino, cofondateur de l'hebdomadaire Le 1, romancier et essayiste, qui fut directeur du quotidien Le Monde de 2007 à 2011 ; Philomé Robert, journaliste et présentateur sur la chaîne de télévision France 24 ; Yves Chemla, critique littéraire et docteur de l'université de la Sorbonne, auteur de Littérature haïtienne 1980-2015 ; Florence Alexis, ingénieure culturelle, archiviste et curateure, fille de l'écrivain et résistant Jacques Stéphane Alexis, et Brice Ahounou, passeur d'images, anthropologue et journaliste franco-béninois, spécialiste d'Haïti.

À noter aussi l'expo-vente d'art et d'artisanat haïtien qui est devenue un rendez-vous incontournable pour les amateurs de culture haïtienne. Vous pourrez ainsi découvrir une formidable variété de produits mettant en valeur la créativité et le

savoir-faire haïtien: fers sculptés, tableaux, vêtements, bijoux et produits issus du commerce équitable... Rendez-vous dès le 30 novembre à la mairie du 15ème arrondissement de Paris, 31 rue Péclet (Métro Vaugirard, bus 39, 70 80 et 88). Entrée libre.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)



Nouvelles d'Haïti en crise

Depuis deux mois, les manifestations se succèdent à Port-au-Prince et dans les principales villes du pays, envahies par les barrages, minées par l'insécurité et en proie aux pénuries – nouvel épisode du mouvement de contestation qui réclame depuis plus d'un an le départ du président Jovenel Moïse. Le Défap, en lien avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation.



Une rue de Port-au-Prince, novembre 2019 © DR

Une Église envahie par des manifestants en plein culte : c'est la scène qui s'est produite, ce samedi 2 novembre, à Carrefour Poy, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Port-au-Prince, la capitale d'Haïti. Des protestataires réclamant la démission du président de la République Jovenel Moïse ont investi l'Église Adventiste Éphèse d'Arcahaie. Si, aux dernières nouvelles, l'incident n'a pas fait de blessés, il témoigne du degré de tension que connaît aujourd'hui l'ensemble de la société haïtienne, au deuxième mois d'un nouveau pic de mobilisation contre le président haïtien.

Haïti, l'un des pays les plus pauvres de l'hémisphère occidental, a toujours du mal à se remettre du séisme d'une magnitude de 7,0 qui a tué plus de 100.000 personnes et laissé environ deux millions d'Haïtiens sans toit en 2010. À la suite de cette catastrophe, une épidémie de choléra – malencontreusement propagée par des casques bleus de l'ONU justement envoyés pour aider la population – a tué environ 10.000 personnes. Depuis lors, Haïti a connu des tempêtes et des inondations tragiques : en 2016, l'ouragan Matthew a détruit 90% des bâtiments situés le long de la côte sud du pays et causé des dommages matériels évalués à 1,9 milliard de

dollars. La société haïtienne est tout aussi sinistrée : le taux de chômage est supérieur à 70%, avec un taux d'inflation de 19%, et plus de la moitié des 11 millions d'habitants vivent avec moins de 2,41 dollars par jour.

Le déclencheur de la contestation : l'affaire Petrocaribe

Mais outre la dégradation des conditions de vie, le mauvais état des infrastructures, la mauvaise qualité des services publics et la corruption, une grave crise politique et institutionnelle est venue aggraver les maux de la société haïtienne. Depuis plus d'un an, l'opposition politique réclame la démission de Jovenel Moïse. Les protestations, lancées à l'origine pour dénoncer une hausse du prix du carburant, se sont intensifiées avec la diffusion d'un rapport selon lequel quelque 2,3 milliards de dollars liés à un accord avec Petrocaribe, une alliance pétrolière permettant à certains pays des Caraïbes d'acheter du pétrole du Venezuela en bénéficiant de paiements différés, avaient disparu. L'argent économisé devait servir à financer des programmes sociaux et d'équipement dont la société haïtienne a cruellement besoin. Cependant, peu d'améliorations ont été apportées et le rapport a mis en évidence des détournements de fonds.

Les épisodes de mobilisation se succèdent depuis des mois, entrecoupés de périodes où la tension se transforme en insécurité globale. Au cours de la vague de manifestations qui a repris depuis deux mois, les universitaires, les ouvriers du textile, les artistes, le secteur médical sont tour à tour descendus dans la rue. Après des séries de manifestations massives, qui ont paralysé les principales villes du pays, les protestations ont dégénéré en une tension généralisée qui a vu des barrages s'ériger en plein coeur de Port-au-Prince, des entreprises attaquées et incendiées. Le Nouvelliste, l'un des quotidiens de référence dans le pays, écrit ainsi : «Port-au-Prince ressemble à un champ de ruines. Les activités normales

sont paralysées ou fortement perturbées dans la capitale haïtienne et dans les principales villes de province depuis deux mois. Il ne se passe un jour sans qu'il n'y ait des mouvements de protestation, le plus souvent violents, exigeant la démission du président de la République.»

Les pénuries de carburant ont provoqué des émeutes et ont entraîné une interruption de l'approvisionnement en eau, tandis que les populations ont du mal à trouver du carburant pour leurs générateurs, leurs cuisinières et leurs véhicules. Les manifestants ont aussi obligé nombre d'écoles à fermer. Des barrages routiers et des affrontements entre protestataires et forces de l'ordre ont bloqué des voies d'approvisionnement stratégiques entre Haïti et la République dominicaine voisine, qui a renforcé la sécurité à sa frontière. De nombreuses routes autour de la capitale haïtienne sont devenues impraticables. Les hôpitaux et tout le secteur de la santé pâtissent tout particulièrement des pénuries. Les programmes internationaux d'aide également...

L'aide internationale bloquée

Actuellement, 2,6 millions d'Haïtiens ont besoin d'une aide alimentaire. Le coordonnateur humanitaire de l'ONU en Haïti a évoqué récemment le sort de centaines de milliers de familles auxquelles les organisations humanitaires n'ont plus accès du fait des troubles. Il a notamment parlé de dix-neuf mille enfants souffrant de malnutrition dont les cas nécessiteraient des soins d'urgence. Alors que l'opposition haïtienne s'active pour fournir les noms de possibles candidats au poste de chef de l'État, les États-Unis appellent à un dialogue entre tous les acteurs et à la formation d'un gouvernement comme solution à la crise, et le sous-secrétaire d'État adjoint au Département d'État américain pour l'hémisphère occidental, Jon Piechowski, en a fait un préalable pour toute aide alimentaire – alors qu'une telle aide avait précisément été sollicitée par le président Jovenel Moïse.



L'appel de Religions pour la Paix Haïti © DR

La plateforme Religions pour La Paix Haïti, antenne régionale de Religions for Peace, conférence mondiale de représentants des religions dédiée à la promotion de la paix, a été sollicitée ces dernières semaines par le chef de l'État pour servir de médiateur, mais a refusé d'endosser ce rôle. Toutefois, dans un communiqué daté du 4 novembre, elle invite les protagonistes de la société civile à encourager un dialogue inclusif, en vue d'un dénouement pacifique de la crise actuelle.

Le Défap, en lien notamment avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation. Le Défap se tient notamment en contact régulier avec la Mission Biblique, qui développe sur place des projets sociaux, d'enseignement et de santé en partenariat avec l'UEBH (l'Union Évangélique Baptiste d'Haïti), ainsi qu'avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH), qui grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation 300.000 enfants.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la [Mission Biblique](#)
- le [Service protestant de mission – Défap](#)
 - la [fondation La Cause](#)
- le [SEL \(Service d'Entraide et de Liaison\)](#)
 - [ADRA-France](#)
 - l'[Église du Nazaréen](#)
 - [Réforme](#)

Un appel du Synode Arabe après l'attaque turque en Syrie

Le Défap relaie ici des nouvelles des communautés

chrétiennes de Syrie, fournies par l'un de ses proches partenaires, l'ACO (Action Chrétienne en Orient). Il s'agit, fait rare, d'un témoignage direct et d'un appel du pasteur Joseph Kassab, Président du Conseil suprême des communautés évangéliques en Syrie et au Liban. Il a été diffusé le 11 octobre, en pleine offensive turque dans le nord de la Syrie. Cette opération militaire, permise par le retrait des forces américaines – un retrait extrêmement critiqué, en Europe et aux États-Unis mêmes – est entrée, ce lundi 14 octobre, dans son sixième jour.



Carte du Nord de la Syrie, où a lieu l'offensive turque © ONU, Domaine public

Chers partenaires en Christ,

La dernière invasion de territoires syriens dans le Nord-Est par la Turquie a ouvert une nouvelle phase dans la guerre en Syrie. L'administration américaine a décidé d'abandonner à leur sort les kurdes en les livrant à la Turquie après les

avoir utilisés durant les quatre dernières années pour combattre Daesh. 60 000 combattants, pour l'essentiel des kurdes, ont été recrutés et armés par les USA sous le titre « forces démocratiques syriennes ». Aujourd'hui, l'administration Trump a conclu un accord avec la Turquie pour créer une zone de sécurité de 30 km le long de la frontière entre la Syrie et la Turquie. Le but déclaré de cette opération est de repousser les milices opposées à la Turquie et ainsi les empêcher de perturber la sécurité nationale de la Turquie. Le deuxième but est de déplacer environ deux millions de réfugiés syriens se trouvant en Turquie dans la zone de sécurité.

Comme vous le savez peut-être, trois paroisses du Synode Arabe (National Evangelical Synod of Syria and Lebanon-NESSL) se trouvent dans le Nord Est de la Syrie, à Kamishlié, Hassaké et Malkié. Durant la guerre, cette partie du pays a connu une paix relative, mis à part des attentats à l'explosif et des attentats suicide opérés par Daesh, qui ont attaqué Kamishlié et ses Eglises, de même que le secteur chrétien de la ville. L'aéroport, qui a fonctionné durant toutes ces années sous le contrôle du gouvernement syrien, est aujourd'hui fermé, et cela est dû à la situation régionale actuelle.

Durant les trois derniers jours, j'étais en contact constant avec nos pasteurs à Kamishlié, Hassaké et Malkié. Ils m'ont transmis les peurs et les inquiétudes des 40 000 à 50 000 chrétiens qui vivent dans cette région. Comme l'ensemble des chrétiens en Syrie, les chrétiens du Nord-Est ne sont pas armés et n'ont pas d'autre ambition politique que leur désir pour une Syrie pacifiée et unie pour l'ensemble de ses citoyens.

Aujourd'hui, les chrétiens du Nord-Est [de la Syrie] sont coincés entre deux antagonistes qui se combattent. La Turquie veut étendre son pouvoir dans la région, en tant que gardienne des sunnites, et étouffer toute ambition kurde à obtenir l'autodétermination dans le Nord Est. De l'autre côté, les

kurdes sont prêts à faire alliance avec n'importe quel super-puissance pour réaliser leur rêve et créer leur propre territoire sur le modèle du Kurdistan irakien.

La situation actuelle dans le Nord-Est de la Syrie est la suivante :

1. La source d'approvisionnement en eau à Ras El Ain a été bombardée, Hassaké souffre d'un manque d'eau potable alimentant les logements.
2. Les périphéries des villages et des villes sont bombardés par les turcs. Quelques tirs d'artillerie ont atteint le centre de Kamishlié.
3. Les écoles ont été fermées à Kamishlié, celles à Hassaké fonctionnent encore.
4. Kamishlié souffre du manqué de pain, tandis qu'à Hassaké a toujours accès à des boulangeries.
5. Les prix pour les besoins quotidiens ont très fortement augmenté, ainsi, la viande, qui coûtait 4000 livres syriennes / kg se monte ces derniers jours à 6000 livres syriennes, soit environ 10 US\$. Le salaire moyen d'un syrien est de l'ordre de 80 US\$ par mois.
6. L'hiver est à la porte, et les gens ont besoin de fioul domestique pour se chauffer.
7. Les gens de Malkié s'inquiètent du fait que les turcs puissent les atteindre, du fait de leur grande proximité avec la frontière
8. Les kurdes forcent les gens (âgés de 45 ans et moins), y compris les chrétiens, à combattre avec eux contre les turcs.
9. De nombreux chrétiens, qui ont des magasins dans les zones kurdes, ont cessé de se rendre à leur travail.

Nous restons attentifs à la situation, et vous demandons de prier avec nous le Tout-Puissant pour la paix. Les membres de nos communautés protestantes dans cette région se refusent à quitter leurs habitations à moins qu'ils n'y soient forcés. Soutenons-les et confions-les au Prince de la Paix, de telle

sorte qu'il puisse leur donner la paix du cœur et de l'esprit en ce temps d'agonie.

Dans ce temps lourd de défis, nous restons attachés aux paroles de Jésus : « dans ce monde, vous avez peur. Mais prenez courage ! J'ai vaincu le monde ».

***Pasteur Joseph Kassab, secrétaire général du Synode National
Évangélique de Syrie et du Liban
Président du « Conseil Évangélique Suprême de Syrie et du
Liban » (l'équivalent d'une Fédération Protestante pour la
Syrie et le Liban)
(traduction de l'anglais : ACO)***



Le Défap et l'ACO

:

Le conflit syrien et, plus encore, l'apparition de Daech ont poussé beaucoup de Français, chrétiens ou non, à une prise de conscience à partir de l'année 2014 du sort des chrétiens d'Orient. Des ponts existent en outre, depuis longtemps, unissant les communautés chrétiennes entre l'Europe et le Moyen-Orient : la plus importante étant, côté catholique, l'Œuvre d'Orient. Il existe aussi des relations côté protestant : l'ACO (Action Chrétienne en Orient), partenaire direct du Défap, en est le meilleur exemple. L'ACO a été créée en 1922 par le pasteur Paul Berron. Témoin direct du génocide arménien au XXème siècle et du calvaire des survivants, il a vécu au Moyen-Orient entre 1915 et 1918. Aujourd'hui, en Égypte, en Syrie, au Liban mais aussi en Europe, l'ACO travaille au développement et au renforcement des communautés chrétiennes, ainsi qu'au défi que représente la cohabitation entre chrétiens et musulmans. L'ACO apporte un soutien financier, parfois en envoyant des personnes, organise des rencontres, fait un travail d'information. L'ACO collabore de manière quasi quotidienne avec le Défap, notamment pour l'envoi des volontaires en Égypte, au Liban... Depuis l'origine, elle a pour directeurs des pasteurs de l'UEPAL, Église membre du Défap qui lui apporte un soutien déterminant. L'EPUDF reconnaît aussi l'action de l'ACO, et la Fédération Protestante la considère comme son «expert» pour le Moyen Orient.

La sauvegarde de la création au cœur des Synodes régionaux de l'EPUdF

Le mois de novembre va être marqué par les synodes régionaux de l'Église protestante unie de France, l'une des trois unions d'Églises dont le Défap est le service missionnaire. Avec comme thème : «Écologie : quelle(s) conversion(s) ?», qui sera au centre du synode national en 2020. Cette question de l'écologie et de la sauvegarde de la création fait pleinement partie des préoccupations du Défap : elle figure dans son programme de travail, se retrouve à travers divers projets ou partenariats, ainsi que dans les thématiques de ses forums régionaux.



*Peinture réalisée lors du forum de Condé-sur-Noireau, organisé
en partenariat avec le Défap (septembre 2019) © Défap*

Les questions de justice climatique peuvent s'envisager de deux manières. Sur un plan juridique : les procès liés à la dégradation globale de l'environnement se sont multipliés au cours des dernières années. Depuis 2006, on compte plus de 1300 plaintes relatives au climat, déposées dans une trentaine de pays. Ces plaintes visant le plus souvent des gouvernements, ou parfois de grandes entreprises, ont surtout un effet d'interpellation. Mais la justice climatique a aussi un versant théologique, dont se saisissent de plus en plus les Églises, dans une démarche de plus en plus large, œcuménique... et militante. En témoigne une manifestation chrétienne internationale en faveur du climat qui se tient chaque année depuis plus de 10 ans : le [«Temps pour la Création»](#), traditionnellement organisé entre début septembre et début octobre – plus précisément entre le 1er septembre (début de l'année liturgique orthodoxe) et le 4 octobre (Saint François d'Assise, le saint patron des animaux et de l'environnement dans la tradition catholique), en passant par la fête des récoltes (parfois célébrée en milieu protestant)... Ce rendez-vous a été initié en Europe en 2007 ; en 2019, il a reçu un nouveau nom, celui de «Saison de la Création». Une appellation choisie de manière œcuménique au niveau international parmi l'ensemble des institutions chrétiennes.

Dans ces plaidoyers de chrétiens en faveur de la création, [l'implication du Conseil œcuménique des Églises](#) est particulièrement révélatrice : dès les années 1970, le COE a contribué à l'élaboration du concept de communautés durables. Depuis l'adoption, en 1992, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, il est [présent à toutes les conférences de l'ONU sur le climat](#) – les fameuses «Conférence des parties» ou COP. L'implication d'Églises de toutes tendances dans ces rounds réguliers de négociations a commencé à recueillir un fort écho international à partir de 2013 et de la COP 19, qui se tenait à Varsovie. Au premier

jour de la conférence, Yeb Saño, délégué des Philippines, annonçait qu'il ne mangerait plus durant toute la durée de la conférence, en solidarité avec son peuple victime du typhon Haiyan. Une initiative isolée qui, contre toute attente, devait se transformer en mouvement de fond : car 27 organisations religieuses, dont les délégués étaient rassemblés à Varsovie, avaient alors [appelé à poursuivre le jeûne](#). De là était né [l'appel de la Fédération Luthérienne Mondiale](#) à une journée de jeûne par mois pour la justice climatique, jusqu'à la tenue, l'année suivante, de la COP 20 de Lima. En 2014, le nouveau round de négociations était précédé en septembre à New York par un Sommet sur le Climat voulu par Ban Ki-moon, alors secrétaire général des Nations Unies ; et parallèlement à cette réunion avait lieu dans la même ville un Sommet interreligieux sur les changements climatiques, organisé par le Conseil œcuménique des Églises et [Religions pour la paix](#). En 2015, la COP 21, réunie au Bourget, près de Paris, voyait une multiplication d'[initiatives communes entre protestants et catholiques](#) avec notamment divers «pèlerinages climatiques» ; les initiatives catholiques étaient alors stimulées par la parution, au cours du mois de juin de la même année, de [l'Encyclique du Pape François](#) sur l'écologie humaine.

En France aussi...

Au niveau international, les initiatives sont donc nombreuses. Au niveau français aussi, les Églises s'engagent. Depuis 2015, la Fédération Protestante de France a mis en place une démarche de plaidoyer et a créé une [commission Écologie et Justice climatique](#). Elle est aujourd'hui présidée par [Martin Kopp](#), qui était [présent à Varsovie lors de la COP 19](#) et a travaillé comme chargé de plaidoyer pour la Fédération luthérienne mondiale. Le [Défi Michée](#) porte quant à lui des appels très concrets liant écologie et justice sociale. On peut citer encore le mouvement [Chrétiens unis pour la terre](#), qui a co-organisé les Assises chrétiennes de l'écologie à

Saint-Étienne, ou la démarche initiée par le label «[Église verte](#)». Pour 2020, l'Église protestante unie a inscrit à son prochain synode national le thème de l'écologie. Dans cette optique, les Églises locales et paroisses ont été invitées à travailler sur le thème : [«Écologie : quelle\(s\) conversion\(s\) ?»](#), qui se retrouve désormais au centre des synodes régionaux qui vont se tenir [tout au long du mois de novembre dans chacune des neuf régions de l'EPUdF](#). Des réunions auxquelles le Défap sera représenté, comme chaque année...



L'accueil du site egliseverte.org

Ce qui pose la question : et la mission dans tout ça ? On ne peut tout simplement pas imaginer l'annonce de l'Évangile déconnectée des motifs d'inquiétude et de souffrance de l'humanité. *Perspectives Missionnaires*, unique revue de missiologie dans l'espace protestant francophone, avait d'ailleurs consacré fin 2014 un numéro entier aux défis de l'écologie (PM n°69 : «[Héritiers et témoins d'une terre promise](#)»). Christian Bonnet, qui venait alors tout juste d'achever son mandat de secrétaire général du Défap, y écrivait dans l'éditorial : «*La mission consiste à annoncer aux humains une bonne nouvelle qui les rejoint dans leurs préoccupations. À l'époque d'Esaïe, l'inquiétude porte sur la menace que font peser les grands empires colonialistes sur les États voisins. À l'époque de Paul, les fractures sociales au sein de l'Empire romain amènent les chrétiens à mettre en*

avant l'idée d'une humanité réconciliée par Jésus-Christ. Au 16e siècle, à la suite des grandes épidémies de peste, les gens s'interrogent avec angoisse sur une vie possible au-delà de la mort terrestre: l'annonce du salut met alors en avant l'idée de résurrection et de vie éternelle. Et pour aujourd'hui, où notre inquiétude porte sur la préservation de notre cadre de vie, où notre souci est de léguer une terre habitable à nos enfants, quelle pourrait être la bonne nouvelle qui serait pour tous les peuples le sujet d'une grande joie ?»

Au Défap aussi, la préoccupation de la sauvegarde de l'environnement est donc bien présente. Elle fait [partie intégrante du programme de travail établi depuis 2015](#), et se retrouve à travers un certain nombre de projets : c'est le cas du soutien apporté à [l'association Abel Granier](#), qui intervient en Tunisie sur les problématiques de désertification. C'est le cas du partenariat établi avec [l'ALCESDAM](#), Association pour la Lutte Contre l'Érosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc, qui depuis trente ans intervient dans les zones de palmeraies de la province de Tata. Le Défap a aussi régulièrement des envoyés au sein du [projet Beer Shéba](#) à Fatick, au Sénégal, centré sur l'agroforesterie durable. Il est l'un des [membres fondateurs du Secaar](#) (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays, qui met en avant parmi ses principaux axes de travail l'agroécologie et le respect de l'environnement, en lien avec les droits humains.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages en vidéo illustrant la diversité des actions et des partenariats du Secaar :

Cette préoccupation globale trouve enfin des traductions locales dans les rencontres régionales sur la mission. C'était déjà le cas lors du [«mini-forum» du Défap en région CAR](#), organisé en octobre 2018 avec le réseau Bible et création. Pratiquement un an plus tard, les questions liées à l'environnement et à la sauvegarde de la création se sont retrouvées au centre du [forum organisé à Condé-sur-Noireau](#) pour la région Normandie, et qui tournait autour d'un thème directement inspiré d'une citation de Gandhi : *«Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre»*.

**L'engagement citoyen au cœur
des politiques publiques de
développement et de**

solidarité

Alors que s'est tenu cette semaine à l'ONU le Sommet sur le Climat ainsi que le premier Sommet sur les Objectifs de développement durable (ODD), la France vient d'adopter sa Feuille de route pour l'Agenda 2030 intitulée « Agissons pour un monde plus durable et solidaire ». Présentée le 20 septembre dernier par la ministre de la Transition écologique et solidaire, Elisabeth Borne, cette véritable stratégie interministérielle pour la mise en œuvre des ODD en France dessine les grandes transformations à mener, à la fois sur le territoire national, en Europe et à l'international. Le volontariat et l'engagement citoyen en France et à l'international, ainsi que l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI), sont identifiés comme des outils favorisant l'appropriation et la participation des citoyens à cet Agenda 2030. Voici la présentation faite par France Volontaires, la plateforme française des engagements volontaires et solidaires à l'international, dont fait partie le Défap : un texte qui complète la tribune de Coordination Sud que nous vous présentions plus tôt cette semaine.



Couverture du livret présentant la Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 © DR

Une Feuille de route, six grands enjeux

Élaborée dans le cadre d'un processus de plus d'un an, au cours duquel les parties prenantes – et notamment la société civile – ont été consultées, cette Feuille de route a permis d'engager une grande diversité d'acteurs français, provenant de tous les secteurs publics et privés, dans une voie commune pour le développement durable. Parlementaires, ministères, entreprises, associations, collectivités territoriales, syndicats et chercheurs se sont mobilisés afin de fixer le cap d'une société qui ne laisse personne de côté, et l'ambition d'un monde plus durable et plus solidaire.

Six grands enjeux prioritaires ont été identifiés :

1. Agir pour une société juste en éradiquant la pauvreté, en luttant contre toutes les discriminations et inégalités et en garantissant les mêmes droits, opportunités et libertés à toutes et à tous
2. Transformer les modèles de sociétés par la sobriété

carbone et l'économie des ressources naturelles, pour agir en faveur du climat et de la planète et de sa biodiversité

3. S'appuyer sur l'éducation et la formation tout au long de la vie pour permettre une évolution des comportements et modes de vie adaptés au monde à construire et aux défis du développement durable
4. Agir pour la santé et le bien-être de toutes et tous, notamment via une alimentation et une agriculture saine et durable
5. Rendre effective la participation citoyenne à l'atteinte des ODD, et concrétiser la transformation des pratiques à travers le renforcement de l'expérimentation et de l'innovation territoriale
6. Œuvrer au plan européen et international en faveur de la transformation durable des sociétés, de la paix et de la solidarité

Autour de chacun de ces six enjeux, des priorités et propositions d'actions sont définies, et des exemples d'initiatives sont présentés.

Le document aborde également l'ambition d'une gouvernance renouvelée pour la réalisation de l'Agenda 2030, et des propositions de chantiers à conduire et d'expérimentations possibles à mener par groupes d'acteurs.



Logo de France Volontaires © DR

Le volontariat, l'engagement citoyen et l'ECSI reconnus comme outils pour l'atteinte des ODD

Afin de porter la voix du volontariat, de l'engagement citoyen et de l'ECSI, France Volontaires a participé activement aux différents travaux d'élaboration de la Feuille de route, en concertation notamment avec le ministère de l'Europe et des affaires étrangères (MEAE) et le CLONG-Volontariat.

France Volontaires se félicite de retrouver dans son contenu **plusieurs contributions** portées par la plateforme et ses membres.

Dans son enjeu 6 sur l'action extérieure de la France, la Feuille de route reconnaît l'engagement citoyen dans le domaine du développement et de la solidarité internationale comme un *«levier d'action transversal qui permet une appropriation concrète et durable des enjeux globaux et de l'Agenda 2030»*. Cette mention dans la Feuille de route de la France fait écho à la reconnaissance onusienne de l'engagement citoyen : le Rapport de synthèse du Secrétaire général des Nations Unies de 2014 sur l'Agenda 2030 qualifie le volontariat de *«moyen puissant et transversal dans la mise en œuvre des ODD»*.

Dans la Feuille de route, l'appui aux dispositifs de volontariat à l'international dans le cadre de la mobilité croisée et des volontariats réciproques est affirmé comme une ambition nationale. Ainsi, il est proposé de *«favoriser le développement des opportunités d'engagement volontaire à l'international pour répondre à la demande croissante des citoyens, tout en veillant à l'accessibilité au plus grand nombre, au principe de réciprocité, à la qualité des missions et des partenariats, ou encore des processus d'accompagnement des volontaires tout au long de leurs parcours»*.

Le projet [PrODDige](#) (Promouvoir et Réaliser les Objectifs de Développement Durable pour Innover et Grandir Ensemble), porté par le Service de Coopération au Développement (SCD), membre de France Volontaires, également partenaire du projet, est cité en exemple comme une initiative permettant de favoriser la participation citoyenne, en notamment l'appropriation des ODD, dans les territoires, à travers le volontariat de réciprocité.

Concernant l'ECSI, l'une des priorités de l'enjeu 3 sur l'éducation et la formation tout au long de la vie est de *«s'appuyer sur l'éducation hors système scolaire pour changer les comportements»*. Un soutien par des financements publics et privés aux associations agissant notamment pour l'éducation à l'environnement et au développement durable ou pour l'ECSI est préconisé.

L'Agenda 2030, un cadre commun à mettre en œuvre d'urgence

À dix ans de l'échéance de l'Agenda 2030, les voyants sont au rouge et les résultats sont loin d'être satisfaisants. En amont de la 74e Assemblée générale des Nations Unies actuellement en cours, le Secrétaire général, Antonio Guterres, a tiré la sonnette d'alarme et a appelé *«toute la société à accroître la pression sur les gouvernements pour qu'ils comprennent qu'ils doivent aller plus vite, car nous sommes en train de perdre la course»* dans une interview de [Covering Climate Now](#).

Aux côtés de plus d'une cinquantaine d'organisations, **France Volontaires est signataire** de la Tribune [«Face à l'urgence climatique et sociale, ne ratons pas le coche des objectifs de développement durable»](#) publiée le 22 septembre 2019 sur [Mediapart](#) et initiée par [Coordination Sud](#), plateforme nationale des ONG françaises de solidarité internationale.

Tout en affirmant que l'Agenda 2030 constitue le seul cadre

international pouvant guider un réel changement de cap, le collectif d'organisations appelle par ce texte à *«une mobilisation politique pleine et entière au plus haut niveau de l'État, afin de créer un cadre pour l'action de l'exécutif et du législatif et soutenir l'action des acteurs non-étatiques»*.

Avec l'adoption de la Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030, une stratégie est définie et les ambitions sont posées. Des modalités de mise en œuvre concrètes ainsi que des moyens alloués significatifs sont maintenant attendues. France Volontaires reste mobilisée pour faciliter la mise en œuvre des enjeux la concernant et notamment, le développement quantitatif et qualitatif des opportunités d'engagement volontaire international.

ODD : une tribune de Coordination Sud

À la veille du sommet onusien pour le Climat, Coordination Sud, rassemblement national de plus de 170 ONG françaises de solidarité internationale, dont fait partie le Défap, publie une tribune sur Mediapart. Ce texte exhorte le gouvernement français à mettre en place d'urgence un mécanisme de suivi des politiques menées, tant au niveau local qu'international, pour s'assurer qu'elles soient cohérentes avec les «objectifs de développement durable» signés par la France.



Illustration : déforestation et avancée des déserts © Maxpixel

La France vient d'adopter sa feuille de route pour la mise en œuvre des «objectifs de développement durable» (ODD) au moment où se tient le sommet dédié des Nations unies et quatre ans après l'adoption de l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris. Cette adoption intervient alors que la situation de la planète ne cesse de s'aggraver et que le réchauffement planétaire pourrait être bien pire que prévu selon un rapport d'experts et expertes français du CNRS et de Météo France rendu public cette semaine.

Des feux des forêts primaires amazoniennes et africaines aux révoltes sociales de celles et ceux laissés pour compte dans nos sociétés modernes, tout est dorénavant lié par une mondialisation non maîtrisée. Qu'elles soient sociales, environnementales ou économiques, à ce jour, les causes et conséquences ne sont traitées, ni par des actions spécifiques transversales, ni par une approche globale et cohérente !

Or l'agenda des Nations unies des ODD, adopté en 2015, devait

répondre à cela en faisant le lien entre les crises environnementales, sociales et économiques, entre les actions locales et l'échelle mondialisée. Il définit des actions concrètes dans tous les domaines de nos sociétés à mettre en œuvre d'ici 2030 pour un monde durable. Cet agenda concerne tous les pays, autour d'objectifs universels ambitieux : éliminer la pauvreté et la faim, permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé, garantir un accès à l'éducation, à une eau potable et à des toilettes, mais aussi transformer les modèles agricoles et techniques, lutter contre les changements climatiques, l'érosion de la biodiversité et la dégradation des terres, favoriser des modèles économiques inclusifs reposant notamment sur des emplois dignes et un partage équitable des bénéfices économiques pour contribuer au développement de sociétés en paix... Cet «Agenda 2030» affirme l'ambition de «ne laisser personne de côté», c'est à dire de prendre en considération les personnes les plus précaires ou les plus marginalisées dans l'ensemble des politiques publiques.

Environnement : le besoin d'un réel changement de cap

Dans le contexte actuel, cette ambition nécessite, partout, à tous les niveaux, des transformations structurelles technologiques, sociales, environnementales, économiques et politiques de nos sociétés. Elle demande en outre aux États de prendre la responsabilité de la mise en œuvre de ses actions et appelle tous les acteurs et actrices, entreprises, société civile, collectivités territoriales, à inscrire leur activité dans une feuille de route commune.

Pour les acteurs et actrices françaises non-étatiques du développement durable, l'année 2019 constitue une étape clef pour la mise en œuvre de cet agenda par la France. En effet, après avoir lancé une réflexion commune en 2018, le

gouvernement présente un “livret politique” devant traduire de manière opérationnelle la mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable dans ses politiques tant nationales qu’internationales.

Ce “livret politique” doit donner une perspective de long terme permettant de poser des trajectoires de transition vers un développement durable.

Le profond changement de méthode et de vision – intégrée et globale – que proposent l’agenda 2030 et les actions définies dans ses 17 objectifs de développement durable ne peut se réaliser qu’en s’appuyant sur une mobilisation politique pleine et entière au plus haut niveau de l’État, afin de créer un cadre pour l’action de l’exécutif et du législatif et soutenir l’action des acteurs non-étatiques.

À ce titre, nous demandons que soit mis en place un mécanisme de suivi de la cohérence des politiques entre elles, cette démarche devant également être appliquée en matière d’articulation entre les niveaux locaux, nationaux, européens et internationaux. Chacune des politiques sectorielles doit apporter une attention particulière aux objectifs de lutte contre la pauvreté, les inégalités et les changements climatiques ainsi que ceux liés à l’égalité de genre et à l’inclusion de la société civile. Des indicateurs relatifs à ces enjeux devront être élaborés pour en rendre compte.

L’Agenda 2030, en s’appuyant sur les conventions internationales, et notamment l’Accord de Paris ainsi que l’Accord sur le financement d’Addis Abeba, constitue le seul cadre international pouvant guider un réel changement de cap. Il crée les conditions d’une résilience environnementale, sociale et économique pour toutes et tous au sein de nos sociétés, en France comme ailleurs dans le monde, en enclenchant la nécessaire transition dont elles ont besoin. Il est encore possible d’agir, et la France a un rôle majeur à jouer pour changer de trajectoire et permettre de réelles

avancées. Ne gâchons pas cette chance.

Philippe Jahshan, président de Coordination SUD

Accueillir l'autre en Europe

Ayant pour thème principal «Les chrétiens et l'accueil de l'autre en Europe», une journée œcuménique, placée sous l'égide du Conseil d'Églises chrétiennes en France, se tiendra le 12 octobre prochain à Paris.

LES CHRÉTIENS ET L'EUROPE
Quelle espérance en l'avenir ?

Temple protestant
du Saint Esprit
5 rue Roquépine
75008 Paris

Inscription obligatoire,
billetterie en ligne sur
www.unitedeschretiens.fr

Tarif 10 euros, repas inclus
(paiement sur place)

CÉCEF Conseil
d'Églises
chrétiennes
en France

**Forum œcuménique
Les chrétiens et l'accueil
de l'autre en Europe**

samedi 12 octobre 2019
9 h 30 - 17 h 30

Confédération
des églises
de France

Fédération
protestante
de France

ASSEMBLÉE DES EVÊQUES
ORTHODOXES DE FRANCE

Réforme

UE EN FRANC
مرحباً بكم في فرنسا

Jamais les tensions politiques autour des migrants n'ont été aussi importantes, aussi visibles en Europe qu'au cours de cet été 2019, lorsque le ministre de l'Intérieur italien, Matteo Salvini, a lancé un bras-de-fer avec les ONG qui portaient secours aux naufragés en Méditerranée. Avec comme résultat des scènes absurdes ou révoltantes, comme l'image de l'*Open-Arms*, le navire de l'ONG espagnole Proactiva Open Arms, bloqué face à l'île italienne de Lampedusa sans pouvoir y débarquer ses

passagers ; des migrants désespérés se jetant à l'eau pour rejoindre la terre ferme à la nage – parfois sans savoir réellement nager ; et le ballet des navires des gardes-côtes italiens continuant, dans le même temps, à débarquer des dizaines de migrants recueillis en mer, puisque toute l'attention médiatique et politique se concentrait sur un seul point. Salvini parti du gouvernement, le premier ministre italien Giuseppe Conte a promis une «nouvelle ère réformatrice» dans un discours prononcé devant le Parlement lundi 9 septembre avant d'obtenir le vote de confiance des députés. Son programme se veut l'antithèse de la politique menée jusque-là par Matteo Salvini. Il a insisté sur la nécessité d'une plus grande solidarité au sein de l'Union européenne pour résoudre le problème des flux migratoires. Giuseppe Conte a également proposé des «couloirs humanitaires européens» permettant d'accueillir de manière organisée des réfugiés qui en ont le droit. La nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, veut quant à elle proposer un «nouveau pacte pour les migrations et l'asile». Il s'agit de mieux répartir les efforts au sein de l'UE et notamment d'aider les pays comme l'Italie, l'Espagne, la Grèce, en première ligne pour les arrivées de migrants. Elle veut aussi rouvrir les discussions sur la réforme du règlement de Dublin, qui confie actuellement aux pays d'arrivée la charge du traitement des demandes d'asile.

Les Églises d'Italie en pointe

Cette question des «couloirs humanitaires» a déjà été soulevée depuis longtemps dans le réseau des ONG européennes, et tout particulièrement dans le milieu des Églises. C'est précisément en Italie qu'est né un programme associant la Fédération des Églises évangéliques italiennes et la communauté catholique de Sant'Egidio, ayant pour objectif l'accueil de personnes vulnérables se trouvant dans les camps au Liban, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Un programme similaire a depuis été mis en place en France, régi

par un protocole d'entente signé à l'Élysée et qui associe les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Églises : la Fédération protestante de France, la Fédération de l'Entraide protestante, la Conférence des évêques de France et le Secours catholique – Caritas France. Une alternative légale aux «voyages de la mort» à travers la Méditerranée... Ces personnes en situation de grande vulnérabilité sont accueillies légalement en France dans le réseau de la FEP et de ses partenaires locaux. Elles n'arrivent qu'une fois assuré leur accueil dans de bonnes conditions par un collectif d'accueil local. Des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Église protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Églises constitutives du Défap. À Beyrouth même, une envoyée du Défap, [Soledad André](#), a participé à l'organisation des couloirs humanitaires en tant que [chargée de mission de la FEP](#).

La question migratoire est donc un sujet qui divise, autant qu'il pousse à l'engagement. L'Église catholique propose déjà une réflexion propre sur l'accompagnement des migrations humaines, à travers plusieurs documents magistériels, et de nombreuses initiatives locales ou centralisées. Au sein du protestantisme, les Églises constitutives du Défap ont développé des actions de sensibilisation et d'accueil. C'est dans cette dynamique qu'une journée œcuménique, placée sous l'égide du Conseil d'Églises chrétiennes en France (CECEF), se tiendra le 12 octobre prochain à Paris. Avec des questionnements importants : refuser tout accueil ou accueillir sans discernement n'est pas une solution. Dès lors, quel modèle prôner pour la société ? Que mettre en place dans les Églises ? Des intervenants de diverses confessions chrétiennes et d'Europe sont invités, parmi lesquels :

- **Julija VIDOVIC**, professeure à l'Institut orthodoxe Saint

Serge

- **Monseigneur HEROUARD**, évêque auxiliaire de Lille
- **Pasteur Luca NEGRO**, président de la Fédération des Églises Évangéliques en Italie.

Ce Forum œcuménique aura lieu le 12 octobre prochain dans les locaux de l'Église protestante unie du Saint- Esprit (Paris VIIIème). La rencontre est organisée avec le soutien du service des relations avec les Églises chrétiennes de la Fédération Protestante de France – un service dont la responsable est la pasteure Anne-Laure Danet, une ancienne du Défap.

Couloirs humanitaires : un premier bilan de l'accueil des migrants

Pour la première fois, une étude fait le point sur ce projet visant à accueillir en France des personnes particulièrement vulnérables ayant fui la Syrie ou l'Irak, via le Liban : profil des familles accueillies, conditions d'hébergement, problèmes rencontrés, parcours administratif... Cette initiative, calquée sur le modèle italien, met en lien plusieurs associations œcuméniques dont la Fédération de l'Entraide Protestante (FEP) et la Fédération Protestante de France (FPF) ; elle est soutenue par des Églises constitutives du Défap comme l'Église protestante unie

de France (EPUdF) et l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL) qui se sont mobilisées pour trouver des solutions d'hébergement et d'accompagnement, et une envoyée du Défap, Soledad André, a participé au projet à Beyrouth en tant que chargée de mission de la FEP.



*Départ de Beyrouth de sept familles syriennes, 26 février 2019
(Soledad André, envoyée du Défap, est la deuxième à droite) ©
Communauté de Sant'Egidio*

«Si l'Europe ne peut pas protéger ceux qui sont en difficulté (...), qui ont pris la mer à la recherche d'une vie meilleure, elle aura perdu son âme, en plus de son cœur.» [Cet extrait d'un courrier envoyé le 8 août 2019 à la Commission européenne](#) par l'Italien David Sassoli, président du Parlement européen, en dit long sur les tensions politiques entourant le sort des migrants, alors que les ports se ferment face aux navires affrétés par des ONG pour leur venir en aide.

Depuis le début de la guerre civile en Syrie, au cours de l'année 2011, plus de 5,6 millions de personnes ont fui le pays, selon les chiffres du HCR (le Haut-Commissariat aux Réfugiés de l'Onu). Les plus jeunes étant les plus vulnérables : les enfants syriens vivent la plus grave crise humanitaire au monde, selon le fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef), qui déplore des milliers de morts, de blessés, de handicapés et de traumatisés. Selon les Nations Unies, pas moins de 731 000 enfants syriens sont actuellement privés d'école. Les trois pays ayant accueilli le plus grand nombre de ces réfugiés sont la Turquie, le Pakistan et le Liban. Les pays européens, pour leur part, contrôlent leurs frontières et n'acceptent les demandes d'asile qu'au terme de procédures longues, complexes, le plus souvent illisibles pour les nouveaux arrivants. Alors que le Liban, avec ses 4 millions d'habitants, accueille environ 1,5 million de réfugiés, l'UE dans son ensemble a accepté 538 120 demandes d'asile en 2017 (un tiers provenant de Syriens), dont 60% pour la seule Allemagne. La France, deuxième pays accueillant le plus de réfugiés en Europe, n'a accepté que 40 575 demandes ; l'Italie 35 130.

Jamais le risque n'a été aussi élevé pour les migrants en Méditerranée

Mais pendant que sont établies des procédures régulières d'asile, la fermeture des frontières européennes empêche les réfugiés de faire valoir leurs droits à ces mêmes procédures. Ce qui pousse à l'ouverture de «routes de l'exil» de plus en plus dangereuses. La «route des Balkans» est aujourd'hui considérée comme infranchissable. Celle via la Méditerranée, marquée par de multiples naufrages de bateaux surchargés, est de plus en plus étroitement surveillée. L'Onu a ainsi averti le 9 juin dernier que le risque pour les migrants de mourir

dans la Méditerranée n'a jamais été aussi élevé qu'aujourd'hui : d'une part en raison du faible nombre de bateaux désormais présents pour les aider, d'autre part à cause du regain de tensions en Libye, qui favorise les départs. «Si nous n'intervenons pas vite, il y aura un bain de sang en Méditerranée», [a prévenu Carlotta Sami](#), porte-parole de l'agence pour les réfugiés de l'ONU, citée par le *Guardian*.

D'où l'initiative des couloirs humanitaires. Un programme directement inspiré d'un exemple italien associant la Fédération des Églises évangéliques italiennes et la communauté catholique de Sant'Egidio. Il a pour objectif l'accueil de personnes vulnérables se trouvant dans les camps au Liban, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Il est régi par un protocole d'entente signé à l'Élysée et qui associe les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à cinq partenaires issus du milieu des Églises : la Fédération protestante de France, la Fédération de l'Entraide protestante, la Conférence des évêques de France et le Secours catholique – Caritas France. Une alternative légale aux «voyages de la mort» à travers la Méditerranée... Ces personnes en situation de grande vulnérabilité sont accueillies légalement en France dans le réseau de la FEP et de ses partenaires locaux. Elles n'arrivent en France qu'une fois assuré leur accueil dans de bonnes conditions par un collectif d'accueil local. Des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Église protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Églises constitutives du Défap. À Beyrouth même, une envoyée du Défap, [Soledad André](#), a participé à l'organisation des couloirs humanitaires en tant que [chargée de mission de la FEP](#).

Le long parcours des demandeurs d'asile

La FEP et les associations partenaires du projet ont [publié une première étude](#) sur les familles arrivées en France depuis juillet 2017. Cette étude, réalisée en 2018, révèle que 65% des familles accueillies sont satisfaites de leur hébergement en France. Toutefois, si 83% des familles ont enregistré leur demande d'asile 15 jours après leur arrivée en France comme prévu dans le protocole, près de la moitié de ces familles n'a pas été entendue par l'Ofpra (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) durant les trois premiers mois suivant leur arrivée en France. Les réfugiés bénéficiaires de cette action ont indiqué que leur niveau de français de départ a pu évoluer positivement, de même qu'ils ont bien reçu l'accès aux soins gratuits. On ne leur propose toutefois pas encore d'activités sociales rémunérées.

L'étude relève aussi des points d'amélioration : assurer l'accès à un accompagnement social et administratif de qualité, respecter les délais fixés par le protocole, assurer un accès rapide aux soins, améliorer l'accès au cours de français, au bénévolat, à la formation et au marché du travail...

Centrafrique : «Travailler comme artisans de paix»

Si on ne parle plus officiellement de guerre, les

violences perdurent en République centrafricaine, comme a pu en témoigner, en novembre 2018, le drame d'Alindao. La situation reste instable, les risques de dérapage permanents, et les besoins immenses. Comment les Églises participent-elles à réinventer un vivre-ensemble dans ce pays meurtri ? Entretien avec le pasteur Maurice Gazayeke, président de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes), qui a été reçu au Défap au cours du mois de juin 2019.



Carte de la République centrafricaine

On ne parle plus de guerre civile en République centrafricaine. Et pourtant, les troubles perdurent, dans un pays qui reste profondément marqué et où tout est, encore aujourd'hui, à reconstruire. Si la situation est relativement calme à Bangui, la capitale, les provinces restent instables et leurs populations, menacées par de toujours possibles éruptions de violences. En 2016, les élections ont apporté un espoir de tourner la page des années de guerre. Pour la

première fois de son histoire, la RCA avait enfin un président (l'ancien Premier ministre Faustin-Archange Touadéra) et un parlement démocratiquement élus. Mais des régions entières sont restées de fait sous le contrôle de milices faisant régner la terreur ou monnayant leur «protection». Des groupes armés avec lequel le gouvernement a bien dû négocier, jusqu'à signer en février 2019 un accord avec quatorze d'entre eux : l'accord de Khartoum, treizième accord de paix qu'ait connu la République centrafricaine depuis 2007, qui devait permettre d'apporter un apaisement en intégrant les principaux chefs de guerre à la vie politique centrafricaine. Dans les faits, la situation reste si difficile que le Conseil de sécurité a renouvelé, jusqu'au 15 novembre 2019, le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (Minusca), tout en le renforçant. Les violations des droits humains sont quotidiennes, plus des trois-quarts des habitants du pays sont toujours en situation d'extrême pauvreté et la RCA est à la toute dernière place de l'indice du développement humain, au 188ème rang sur 188 pays.

Dans un pays où les structures collectives sont détruites et les institutions défaillantes, les Églises représentent l'une des rares forces capables d'aider à reconstruire le vivre ensemble. Elles jouent un rôle d'accompagnement irremplaçable auprès de la population, aident à panser les plaies de la guerre et plaident pour l'apaisement. Le Défap est directement en lien avec deux d'entre elles : l'Église Protestante Christ-Roi de Centrafrique, basée à Bangui, et l'Église Évangélique Luthérienne de République centrafricaine, présente principalement dans l'ouest du pays, région déshéritée et instable. Mais des relations ponctuelles peuvent s'établir avec d'autres partenaires, également engagés dans les efforts de paix et de reconstruction. C'est le cas des communautés baptistes, et notamment de l'UFEB (Union Fraternelle des Églises baptistes), dont le président, le pasteur Maurice Gazayeke, a été reçu au Défap au cours du mois de juin 2019.



Le pasteur Maurice Gazayeke © Défap

Quelle est aujourd'hui la situation en République centrafricaine ?

Pasteur Maurice Gazayeke : Le gouvernement continue à tendre la main à ceux qui ont pris les armes, en les exhortant à cesser les hostilités. Depuis l'accord de Khartoum, on sent un changement positif à Bangui et dans les villes environnantes ; mais il y a toujours des difficultés dans les régions, des massacres inopinés perpétrés par des groupes rebelles... Il y a des coupures de route : celle qui va de Bangui au Cameroun a ainsi été bloquée, pour empêcher le ravitaillement de la ville ; les fautifs ont été écartés ; mais on craint toujours les violences qui peuvent survenir de façon imprévisible. Partout dans l'arrière-pays, les groupes armés se sont solidement établis : en dépit de la Minusca, ils ont pris le pouvoir de certaines régions et ne veulent pas le laisser. En outre les chefs rebelles semblent n'avoir pas toujours un entier contrôle de tous leurs éléments, qui peuvent se comporter comme des bourreaux de la population. Ce qui continue à attiser les craintes de violences interconfessionnelles : quand des groupes rebelles sont majoritairement des musulmans, les Églises ont fort à faire pour éviter les représailles de

la part de la population contre des musulmans... Alors qu'à la base, le problème est politique, non confessionnel.

Que vit la population au quotidien ?

Les gens sont en insécurité permanente. Les villageois craignent d'aller dans leurs champs, d'aller à la pêche, ou à la chasse : ils risquent à tout moment de rencontrer des éléments rebelles et de se faire tuer. Et la population civile a souvent l'impression d'être abandonnée à elle-même en cas de violences, alors que les forces de la Minusca sont là théoriquement pour les protéger. Personne n'a oublié le drame d'Alindao, en novembre 2018, lorsque des groupes armés ont massacré des dizaines de personnes dans un camp pourtant placé sous la protection de la Minusca. Le contingent de la force internationale avait été prévenu des préparatifs de cette attaque, et n'a rien fait pour s'y opposer ; au contraire, les hommes de la Minusca se sont retirés sans un coup de feu. L'Onu a dû ouvrir une enquête internationale, et l'image de la Minusca, déjà mauvaise aux yeux de l'opinion publique centrafricaine, s'est encore dégradée. De tels drames alimentent tous les soupçons, y compris ceux de connivence entre certains éléments des forces internationales et certains groupes rebelles. Mais en dépit de cette insécurité permanente, on progresse vers la paix, avec l'aide du Seigneur.

Que font les Églises pour aider à désamorcer ces violences ?

Les Églises baptistes ont toujours exhorté leurs fidèles à travailler comme artisans de paix. Mais elles ne le font pas seules : chaque dénomination travaille dans le sens de la cohésion sociale, en vue de la réconciliation de la population. Là où je vis à Bangui, dans le quatrième arrondissement, mon Église, celle de Ngoubagara, organise des grandes rencontres de prière, et y invite le gouvernement et le président de la République. Elle lance des appels notamment à travers l'AEC (l'Alliance des Évangéliques en Centrafrique),

qui fait partie de la Plateforme des Confessions Religieuses de Centrafrique, laquelle regroupe des protestants, des catholiques et des musulmans pour faire du plaidoyer en faveur de la paix. L'une de ces grandes rencontres de prière en faveur de la réconciliation et de la paix a eu lieu juste avant mon départ pour la France, en présence des autorités politiques. De son côté, le gouvernement fait régulièrement appel non seulement aux partis politiques, mais aussi aux diverses confessions pour nouer des contacts et tenter de consolider la paix. À travers ces rencontres, à travers la Plateforme, les leaders religieux, au lieu d'agir en ordre dispersé pour le retour de la paix, plaident ainsi ensemble contre les violences interconfessionnelles. Ils s'efforcent de montrer, ensemble, que les bases du conflit ne sont pas religieuses. Les relations entre représentants religieux sont régulières : ainsi, quand les nouveaux leaders de l'AEC ont été élus, l'imam Kobine, qui fait partie de la Plateforme, avait été invité.

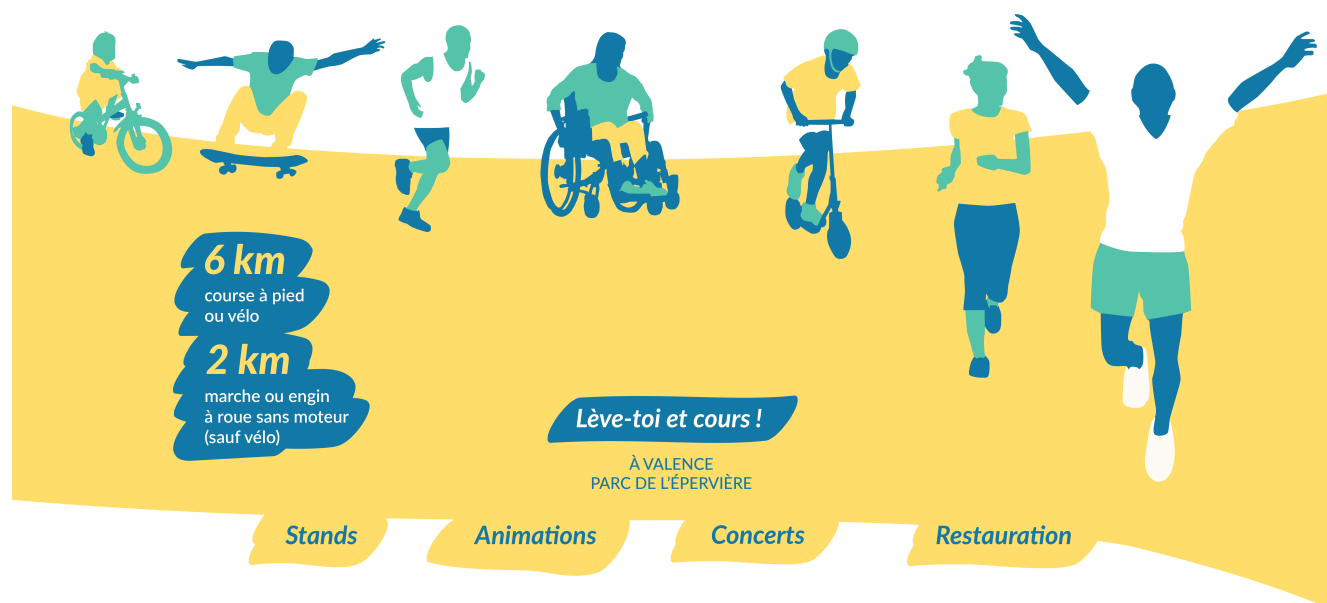
Ces appels sont-ils bien reçus au sein de la population ?

Les gens sont fatigués de toutes les violences. Ils aspirent avant tout à la paix. S'il y a des réticences chez les fidèles, ils ne les expriment pas dans l'Église. Quand on organise des chaînes de prière au niveau de l'AEC, toutes les Églises répondent de manière positive et les fidèles impliqués sont nombreux. Mais les rebelles, eux, ont beau signer des accords, ils ne les respectent pas toujours. Les Églises sont sincères dans leurs appels à la paix, mais se rendent bien compte que les rebelles jouent à une sorte de jeu de cache-cache...

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Hope 360 : demandez le programme !

Le 19 octobre, vous pourrez porter les couleurs du Défap à Valence et participer au sauvetage de l'hôpital de Bafia, au Cameroun, en participant à la première édition nationale de Hope 360 : un événement à la fois, festif, ludique et sportif ; un événement porteur d'espoir au profit de projets solidaires. Nous aurons l'occasion au cours des prochains mois de vous fournir plus d'informations sur ce grand rendez-vous organisé par Asah, le collectif d'ONG chrétiennes, dont le Défap est membre ; voici déjà un aperçu du programme de la journée.



La première édition nationale de **Hope 360** se déroulera le **19 octobre 2019 à Valence**. Environ 2000 personnes sont attendues ! Les participants (appelés « hopeurs ») pourront effectuer le parcours, à roulettes, à pied ou à vélo... et participer à la fête.

Les « hopeurs » sont tous ceux qui, touchés par la situation

des démunis, décident de se mettre en mouvement pour leur rendre l'espoir. Chaque hopeur relève un défi sportif et mobilise son réseau pour soutenir le projet humanitaire qui lui tient à cœur. L'événement a été conçu pour tout public, pas besoin d'être sportif ! Que le Hopeur 360 soit un enfant, un adolescent ou un adulte, un acharné du challenge ou un adepte de la promenade tranquille, il peut participer, seul ou en équipe, à l'une des épreuves sous les couleurs de l'ONG de son choix.

Cinq parcours non chronométrés, non classés sont proposés (Certificat médical non obligatoire). Ils permettent aux participants d'avancer à leur rythme dans une ambiance conviviale, sur un tracé au bord du Rhône.

Programme :

- **09h00-10h00** – Accueil, animations, échauffements et des animations pour les enfants (maquillage, jeux...)
- **10h00- 13h00** – Épreuves
 - 10h00 – 1,7 km marche
 - 10h30 – 3,4 km sur engin à roue(s) sans moteur sauf vélo
 - 11h15 – 6,8 km course à pieds
 - 12h00 – 6,8 km sur vélo

- **13h00 – 13h30** – Remise des prix
- **13h30 – 15h00** – Concerts, animations et petite restauration

Un parcours sur un anneau de 100 mètres est réservé aux courses sur roues pour les moins de 10 ans.

Une petite restauration sera disponible tout au long de la journée. Les tarifs d'inscription ont été conçus pour accueillir un maximum de participants aux deux courses.

- Hopeur seul : 9 €
- Famille jusqu'à 6 Hopeurs : 20 €
- Equipe à partir de 10 Hopeurs : 6 € / hopeur

Chaque hopeur, famille ou équipe est encouragé à contribuer à un projet en devenant collecteur pour l'organisation de son choix. Il n'y a pas de plancher de collecte pour participer aux épreuves mais une collecte de 20 € à 200 € selon les âges semble un bon objectif (voir ci-dessous le concours plus belle collecte pour découvrir ces planchers).

Des concours sont organisés pour mettre à l'honneur les Hopeurs et les organisations de solidarité internationale qui font un effort de mobilisation. La variété des concours permet de mettre en avant aussi bien des organisations de solidarité internationale connues que des plus petites structures. Une organisation de solidarité internationale ne peut gagner qu'un seul concours à la fois.

La liste des concours : **la plus belle collecte individuelle** (participation à partir de 20 € pour les enfants de moins de 12 ans, 100 € pour les 12 à 20 ans et 200 € pour les adultes), **le plus bel engin à roue(s)** , **le plus grand groupe de Hopeurs mobilisé**, **le déguisement le plus original**.

Une veillée de prière pour les victimes de la torture

L'Assemblée générale des Nations unies a proclamé la date du 26 juin Journée internationale de soutien aux victimes de la torture, afin d'assurer l'application de la Convention des Nations unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il s'agit donc d'une date clé pour le mouvement international de l'ACAT. L'idée de la Nuit des Veilleurs, lancée en 2006, est de créer une chaîne internationale de personnes se recueillant pour les victimes. Partout dans le monde, les chrétiens sont appelés à veiller en soutien à 10 d'entre elles. Lors d'événements organisés près de chez eux, ou seuls en tout autre lieu, ils accompagnent les actions de plaidoyer et les relaient jusqu'au cœur de Dieu, dans une nuit où la prière se fait cri. Un cri mobilisateur.



Illustration pour la nuit des veilleurs de l'ACAT © Juliette Léveillé

Ils sont vietnamiens, chinois, mexicain, américain, rwandais, camerounais, burundais, saoudien, égyptien... Ils sont ou ont été menacés, battus, torturés, emprisonnés, maintenus en détention. Pour leurs convictions, pour leur engagement politique, pour leur engagement en faveur des droits humains, pour ce qu'ils sont. Pour les faire parler, pour les faire taire. Sans raison. Ils ne sont que dix parmi les milliers de personnes victimes de la torture partout dans le monde. Ils symbolisent toutes ces souffrances muettes, niées, que des pays, des gouvernements voudraient faire disparaître, et auxquelles vos prières et votre action peuvent rendre une existence et une voix.

Depuis 2006, à l'occasion du 26 juin, date choisie par l'Onu comme la Journée internationale de soutien aux victimes de la torture, et à l'appel de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, ONG chrétienne de défense des droits de l'homme créée en 1974), des milliers de chrétiens en France et de par le monde s'unissent dans une veillée de

prière en soutien aux victimes de torture. Cette année 2019 encore, autour du 26 juin, l'ACAT, en partenariat avec les journaux La Croix et Réforme, appelle les chrétiens à veiller lors d'événements organisés près de chez eux : nuits de prière, veillées de feu, célébrations œcuméniques, concerts, processions et marches aux lanternes. Où que vous soyez, vous pouvez vous aussi créer une veillée!

Quelques-unes des victimes soutenues par l'ACAT



Huang Qi, María Márquez de Favela, Déogratias Mushayidi, Amal Fathy

Depuis 2005, les participants de la Nuit des Veilleurs ont soutenu plus de 150 victimes, par la prière, mais également en envoyant des messages de soutien personnalisés à dix victimes de la torture. Parmi eux cette année,

- [Huang Qi](#) : journaliste et défenseur des droits humains chinois, il est détenu depuis plus de deux ans dans le Sud de la Chine. Son procès s'est tenu en secret le 14 janvier 2019, sans verdict annoncé pour le moment.
- [María Márquez de Favela](#) : est la mère d'Adrián Favela Márquez, victime de disparition forcée depuis le 2 octobre 2012 à Ciudad Juárez. En l'absence d'aide de la part des autorités, María et sa famille ont tenté de faire avancer l'enquête et de retrouver les disparus par eux-mêmes. Elle a reçu le prix Engel-du Tertre 2018 de la Fondation ACAT pour la dignité humaine.

- [Déogratias Mushayidi](#) : emprisonné depuis 9 ans, il est victime de l'oubli. Cet opposant politique a toujours milité de manière non-violente pour la paix et la démocratie au Rwanda.
- [Amal Fathy](#) : défenseure égyptienne des droits humains, elle subit un harcèlement judiciaire de la part des autorités égyptiennes. Elle a été arrêtée en 2018 pour avoir publié sur Internet une vidéo dans laquelle elle reprochait aux autorités de ne pas lutter contre le harcèlement sexuel.

Les chrétiens rassemblés cette nuit apportent l'espérance dans la foi et réaffirment ainsi la nécessité de s'opposer sans condition à la torture : «La foi chrétienne ne peut en aucun cas composer avec la torture. En cette Nuit des Veilleurs, nous proposons de substituer la prière, la méditation et la communion avec les victimes de la torture à l'instrumentalisation de l'autre, qu'est la torture» explique Bernadette Forhan, présidente de l'ACAT.

Pour accompagner les prières, la Nuit des veilleurs porte chaque année un thème. Celui de cette année est : «Mais délivre-nous du mal». Vous trouverez sur le site le texte d'une méditation sur ce thème. Un espace conçu pour permettre à tous ceux qui le veulent, en un clic, de repérer, rejoindre ou créer une veillée de prière. Vous y trouverez aussi des prières, des textes de réflexion, des actualités...

La nuit des veilleurs : présentation en vidéo :

